

DROITS DES ENFANTS À UNE NATIONALITÉ

Améliorer l'accès des enfants à la nationalité et prévenir l'apatridie

[Quel est le problème?](#)

[Que puis-je faire en tant que praticien de première ligne pour les réfugiés?](#)

[Que faut-il changer au niveau politique?](#)

[Plus d'informations contextuelles sur le problème et ressources supplémentaires](#)

QUEL EST LE PROBLÈME?

Le fait de ne pas garantir que tous les enfants aient accès à une nationalité peut **mettre les enfants en danger** et entraîner **de graves violations des droits de l'homme**.

- Un enfant qui n'est considéré comme ressortissant d'aucun pays n'est souvent pas en mesure d'accéder à d'autres droits, tels que l'éducation, les prestations sociales et les soins de santé.
- Il est peu probable qu'un enfant réfugié qui n'a pas de preuve de sa nationalité puisse obtenir des documents de voyage ou traverser les frontières légalement, ce qui l'expose à un risque plus élevé de devoir entreprendre des voyages dangereux pour atteindre un pays sûr.
- Un enfant réfugié apatride peut courir un risque accru de vivre dans l'extrême pauvreté pendant de longues périodes et d'être entraîné dans des situations d'exploitation pour survivre, notamment la traite des êtres humains, le travail des enfants, le mariage d'enfants, devenir un enfant soldat ou être victime d'autres abus.

QUE PUIS-JE FAIRE EN TANT QUE PRATICIEN DE PREMIÈRE LIGNE POUR LES RÉFUGIÉS?

Les 4 R : Reconnaître, recenser, référer et se renseigner!

1. Reconnaître le risque d'apatridie

Lors de la déclaration d'un enfant demandeur d'asile, ne supposez pas que l'enfant a la même nationalité que ses parents ou celle du pays dans lequel il est né. Prenez en compte l'importance de la citoyenneté et posez délicatement des questions pour aider à identifier un risque d'apatridie. Par exemple:

- L'enfant a-t-il une preuve de nationalité, ou une telle preuve peut-elle être obtenue?
- Les enfants acquièrent-ils automatiquement la nationalité à la naissance dans le pays où ils sont nés?

- La mère de l'enfant vient-elle d'un pays qui n'accorde pas aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes en matière de transmission de leur nationalité? L'enfant a-t-il hérité de la nationalité de son père?
- Un enfant doit-il être déclaré auprès des autorités du pays de la nationalité de l'un ou l'autre des parents pour acquérir cette nationalité? (**Remarque: les réfugiés ne devraient pas être tenus de contacter les autorités d'un pays dans lequel ils craignent d'être persécutés**)

D'autres questions sont disponibles ici: [Identifier l'apatridie: Questions pour aider à identifier \(le risque\) d'apatridie d'un enfant](#)

2. Recenser l'absence d'enregistrement de preuve de nationalité et d'apatridie éventuelle

De nombreux enfants ont une nationalité, ou peuvent être en mesure d'acquérir une nationalité, même s'ils n'en ont pas la preuve ; mais la preuve de la nationalité est essentielle. Si vous identifiez que la naissance d'un enfant n'a pas été déclarée ou qu'il n'existe aucune preuve de nationalité et/ou un risque d'apatridie, enregistrez ces informations importantes sur tous les documents de l'enfant. N'enregistrez pas de nationalité présumée dans aucun document à moins que l'enfant n'ait la preuve de cette nationalité. Si un formulaire n'a pas de champs vous permettant d'enregistrer avec précision l'apatridie, notez-le quelque part sur le formulaire pour prouver l'enregistrement, et informez-en le(s) parent(s), le tuteur ou le titulaire de l'autorité parentale que cela peut être important pour l'enfant à l'avenir. Conservez également des copies de tous les documents pertinents dans votre dossier afin de pouvoir y accéder ultérieurement le cas échéant.

3. Référer les enfants vers des conseils, un soutien et des informations d'experts

Si la naissance de l'enfant n'a pas été déclarée, essayez de savoir s'il est possible de le faire. Si l'enfant n'a aucun document prouvant sa nationalité ou si d'autres préoccupations existent, orientez l'enfant vers des organisations spécialisées dans les droits de l'enfant, l'apatridie et la nationalité dans le pays dans lequel vous travaillez pour voir si elles peuvent vous aider. Certains de [nos membres](#) pourraient être en mesure d'aider. Partagez les dépliants publiés par le bureau de déclaration des naissances ou d'autres agences compétentes dans le pays dans lequel vous travaillez, par exemple, [celui-ci publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés \(HCR\) pour la Bosnie-Herzégovine](#). Téléchargez et utilisez notre [guide/poster](#) (guide/affiche) pour les intervenants auprès des réfugiés et notre [short guide](#) (mini-guide) pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. Obtenez des informations sur les garanties pour prévenir l'apatridie des enfants dans votre pays dans [l'index sur l'apatridie](#).

4. Se renseigner sur le droit des enfants à une nationalité et l'apatridie des enfants.

Vous trouverez un peu plus d'informations ci-dessous, et beaucoup plus sur nos sites Web (liens ci-dessous).

- Regardez notre courte animation [Aucun enfant ne devrait être apatride](#) et notre [webinaire sur le droit à une nationalité pour les enfants migrants en Europe](#).

- Parcours des apatrides: [Déclaration des naissances](#) et [droits des enfants](#)
- [Aucun enfant ne devrait être apatride: Garantir le droit à une nationalité pour les enfants migrants en Europe](#)
- [HCR: J'APPARTIENS: Coalition pour le droit de chaque enfant à une nationalité](#)
- [UNICEF et Institut sur l'apatridie et l'inclusion: Le droit de l'enfant à une nationalité et l'apatridie des enfants](#)
- [Conseil européen sur les réfugiés et les exilés \(CERE\): Le droit à une nationalité des enfants réfugiés nés dans l'UE et la pertinence de la Charte des droits fondamentaux de l'UE](#)

QUE FAUT-IL CHANGER AU NIVEAU POLITIQUE?

- **Les États doivent garantir un accès immédiat, gratuit et universel à la déclaration des naissances** et aux actes de naissance établissant l'identité juridique et les liens familiaux pour tous les enfants.
- Les officiers de l'état civil, les décideurs en matière de nationalité, les travailleurs sociaux chargés de la protection des enfants, les juges et les autres fonctionnaires concernés doivent **recevoir une formation adéquate sur l'apatridie des enfants**.
- **Les obstacles à la déclaration des naissances et à l'acquisition de la nationalité par les enfants devraient être éliminés**, par exemple, les exigences de preuves onéreuses, les frais inabordables, les pratiques discriminatoires, les procédures complexes et le partage de données des hôpitaux et des officiers de l'état civil avec les agents de l'immigration.
- **Les États doivent améliorer et normaliser les procédures d'identification et d'enregistrement des problèmes d'apatridie et de nationalité** lors de l'enregistrement des réfugiés et d'autres procédures. La catégorie administrative de « nationalité inconnue » doit être clairement définie et les États doivent disposer d'une procédure établie et opportune pour déterminer la nationalité des enfants, l'enfant pouvant acquérir une nationalité le plus tôt possible.
- **Les États devraient promulguer des garanties juridiques complètes dans leurs lois sur la nationalité** pour faire face à toutes les situations dans lesquelles des enfants pourraient naître apatrides sur leur territoire, lorsque des garanties partielles sont en place, celles-ci doivent être renforcées pour prévenir l'apatridie dans tous les cas. Les garanties doivent être pleinement mises en œuvre dans la pratique pour garantir le droit de l'enfant à une nationalité.

PLUS D'INFORMATIONS CONTEXTUELLES SUR LE PROBLÈME ET RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

Les enfants de réfugiés ne doivent pas être présumés avoir la nationalité de leurs parents. La plupart des enfants acquièrent une nationalité d'au moins un de leurs parents par filiation (appelée « le droit du sang »), mais certains ne l'acquièrent pas. De nombreux enfants réfugiés sont déclarés à tort comme ayant la même nationalité que leurs parents, même si l'enfant n'a peut-être pas cette nationalité. Une enquête plus approfondie est nécessaire dans de nombreux cas.

La loi internationale protège le droit des enfants à une nationalité. Le droit de chaque enfant à une nationalité est clairement établi dans le droit international (par exemple,

l'article 7 de la [Convention internationale des droits de l'enfant](#), qui est obligatoire pour tous les États européens). [Le droit international](#) exige également que les États adoptent des protections juridiques pour prévenir l'apatridie, par exemple pour donner aux enfants qui seraient autrement apatrides le droit d'acquérir la nationalité de leur pays de naissance.

[Seule la moitié environ des pays européens disposent de garanties complètes en matière de protection de l'apatridie des enfants.](#) Dans certains pays, la loi exclut de nombreux enfants car elle exige que l'enfant ou un parent réside légalement dans l'état d'accueil. Dans d'autres pays, la loi exige une procédure de demande et le paiement de frais, ce qui empêche de nombreux enfants d'acquérir une nationalité. Les fonctionnaires, les parents et les enfants ignorent souvent l'existence de garanties juridiques, et parfois les fonctionnaires ne les mettent pas en œuvre parce que l'apatridie de l'enfant n'a pas été identifiée.

[Les enfants qui sont apatrides et/ou qui n'ont pas de preuve de nationalité peuvent faire face à de nombreuses difficultés](#), y compris des obstacles à l'accès à l'éducation, aux prestations sociales et aux soins de santé. Ils peuvent ne pas être autorisés à voyager à l'extérieur de leur pays de résidence, par exemple pour rendre visite à leurs grands-parents et à d'autres membres de leur famille. Lorsqu'ils atteignent l'âge adulte, ils peuvent faire face à des difficultés supplémentaires: être dans l'impossibilité de travailler, d'accéder à l'enseignement supérieur, de louer un logement ou d'acheter une propriété, ou d'entreprendre de nombreuses autres activités essentielles. De plus, ils peuvent être exposés à un risque accru d'exploitation.

Obtenir plus d'informations

[European Network on Statelessness](#) (Réseau européen sur l'apatridie)

[Stateless Journeys](#) (Parcours des apatrides)

[Statelessness Index](#) (Index sur l'apatridie)

[UNHCR's Ending Statelessness website](#) (Site du HCR des Nations Unies Mettre fin à l'apatridie)

[UNHCR's Self-Study Module on Statelessness](#) (Module d'auto-apprentissage du HCR sur)

[Institute on Statelessness and Inclusion](#) (l'apatridie Institut sur l'apatridie et l'inclusion)

[Statefree](#)

Suivez un cours à [l'Institut sur l'apatridie et l'inclusion](#) ou à [l'université de Melbourne](#).

Les organisations en Europe peuvent [contacter le Réseau européen sur l'apatridie](#) au sujet des possibilités de formation.

Vous pouvez également [vous inscrire à notre liste de diffusion/bulletin](#).



« MOI AUSSI JE SUIS NÉ APATRIDE. CELA A EU DES EFFETS CATASTROPHIQUES SUR NOTRE SANTÉ PSYCHOLOGIQUE À TOUS PARCE QUE NOUS AVONS SOUFFERT SUR LE PLAN SCOLAIRE, SOCIALE ET POLITIQUE... NOTRE PLUS GRANDE CRAINTE EST QUE NOS ENFANTS SOIENT TRAITÉS DE MANIÈRE INJUSTE EN EUROPE... »

~ PÈRE KURDE RÉFUGIÉ APATRIDE DE SYRIE